



Rapport

Fonds des collectivités
locales pour la
reconstruction en
Amérique Centrale

AVANT-PROPOS

Quel lien peut exister entre coopération décentralisée et aide d'urgence ?

L'expérience commencée à l'époque de l'ouragan Mitch par le réseau de collectivités locales françaises, partenaires du Nicaragua et du Salvador, à la fin de 1998, nous permet de dégager quelques pistes de réflexion.

En effet, comment des collectivités locales travaillant depuis de nombreuses années avec leurs homologues centro-américaines dans des actions de « développement », ont pu désormais entrer dans une logique qui impose l'immédiateté, la rapidité de réaction étant une des conditions à la réussite d'un « projet d'urgence » ?

Comment concilier les processus qui favorisent la participation de la population aux efforts de réhabilitation post-catastrophe, avec l'impératif de la décision ?

De quelle manière placer l'individu au centre des préoccupations, tout en continuant à défendre une approche qui soutient un projet de société dans sa globalité ?

Il nous a semblé, depuis le début, qu'urgence et développement sont des processus complémentaires, si l'on arrive certes à maîtriser le passage des actions à court terme aux actions à moyen et long terme.

Grâce à l'important appui financier de la région Ile-de-France, Cités Unies France et la Fédération Mondiale des Cités Unies ont pu gérer, ensemble, un dispositif intitulé Fonds des collectivités locales pour la reconstruction en Amérique Centrale (FCLRAC). En plus de la contribution du Conseil régional d'Ile-de-France, tous les participants ont contribué à la constitution du Fonds. Une fois le « pot commun » créé, il a servi à cofinancer les sept projets : Bouguenais / Tumala Dalia, Champigny-sur-Marne / Jalapa, Evry / Esteli, Fougères / Somoto, Vaulx-en-Velin / Sebaco et Chanquillo, Vénissieux / Posoltega et Quezalguaque, Conseil Général Val-de-Marne / Usultan.

Les pages qui suivent montrent comment chaque partenaire français a travaillé avec son partenaire nicaraguayen ou salvadorien, à partir des priorités exprimées par les bénéficiaires. Nous pouvons remarquer la diversité des partenariats (collectivités locales, OSI françaises, associations locales...) qui ont rendu possible les actions sur le terrain. Nous sommes également amenés à reconnaître

que les rapports établis dans le temps, les jumelages de longue date, les coopérations anciennes, ont permis une complicité et une compréhension du terrain sans égal.

Il aurait été simpliste de dire que tout a été facile. L'urgence est un vrai métier, auquel les collectivités locales ne sont sûrement pas préparées, mais l'appel des partenaires du Nicaragua et du Salvador, qui attendaient les partenaires français, a fait de l'apprentissage de l'urgence une priorité, aussi bien au Sud qu'au Nord.

Cet état des lieux que nous vous proposons aujourd'hui, piloté par Angelica Trindade, nous permettra aussi de tirer des leçons de cette période riche en enseignements.

Bertrand Gallet

INTRODUCTION

Au lendemain de la catastrophe provoquée en Amérique centrale par l'ouragan Mitch, l'État, les collectivités locales et la société française, se sont mobilisés pour venir à l'aide des populations affectées. Alors que des secours urgents étaient dépêchés dans la région, le Président de la République française se rendait sur les lieux et le gouvernement annonçait l'annulation de la dette publique du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador. Parallèlement, les collectivités locales, les associations et de nombreux citoyens manifestaient leur solidarité en faisant don de vêtements, de médicaments et de fonds.

Parmi les collectivités locales françaises, un noyau de villes ayant une longue tradition de coopération avec l'Amérique centrale, notamment au Nicaragua et au Salvador, (groupe Amérique centrale de Cités Unies France), qui avait construit un partenariat durable avec les institutions, les associations, et les populations locales et avait contribué à la paix et à l'enracinement de la démocratie locale, a proposé d'élargir sa démarche pour participer aux actions de reconstruction en apportant son soutien aux populations touchées par la catastrophe. À ce noyau initial se sont joint d'autres collectivités locales françaises pour créer un Fonds d'appui capable

de favoriser des synergies entre les acteurs, d'optimiser l'aide et de bâtir une stratégie permettant de jeter les bases d'un développement durable.

Ainsi, prolongeant des engagements de solidarité antérieurs, le Fonds des Collectivités Locales pour la Reconstruction en Amérique Centrale (FCLRAC) a été créé le 14 janvier 1999 à l'initiative des collectivités françaises adhérentes à Cités Unies France.

Les objectifs de ce Fonds étaient les suivants :

- Promouvoir une coordination et un partenariat entre les pouvoirs publics et les collectivités locales, ouvert à d'autres organisations intéressées, pour venir en aide aux populations affectées par le cyclone Mitch,

- Contribuer à la reconstruction des infrastructures et des services de base, et soutenir des projets permettant d'assurer un développement durable dans les régions sinistrées,

- Soutenir les collectivités locales déjà engagées dans la région dans le développement de leurs actions ; aider les collectivités locales et les acteurs qui souhaitent s'investir pour mieux atteindre leurs objectifs,

- Développer une action commune permettant d'assurer la cohérence des actions menées dans le cadre du Fonds qui sera alimenté par la contribution des collectivités locales, les pouvoirs publics et d'autres partenaires,

- Favoriser l'insertion des projets soutenus dans les programmes européens et multilatéraux en faveur de la reconstruction en Amérique centrale.

Le Fonds comptait focaliser son intervention sur un nombre limité de localités, celles directement touchées par le cyclone et celles où les collectivités locales françaises avaient développé une expérience de coopération et des réseaux de partenaires locaux. C'est le cas dans les départements de Madriz, Matagalpa, et Nueva Segovia au Nicaragua, et le département d'Usulután au Salvador.

Grâce à ce Fonds, sept projets ont pu être financés dans plusieurs domaines.

En rentrant dans le détail des différents projets, nous allons essayer de faire le point sur cette période, de dresser le bilan des activités développées et d'analyser cette initiative innovante, qui, par la mise en synergie des efforts, le travail en réseau et la possibilité d'aller au-delà de l'urgence, reste une expérience à part pour les collectivités locales françaises.

I. Le fonds : fonctionnement interne et nature des partenariats

1. FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 1. Constitution

Le Fonds est constitué par les apports des membres, les subventions accordées, le produit des collectes et les dons. Le Fonds fonctionnera sous la responsabilité juridique de Cités Unies France qui, pour faciliter son fonctionnement, a ouvert un compte spécifique, qui assure le suivi comptable et qui assiste son fonctionnement administratif.

Article 2. Membres

Seront considérés membres du Fonds toutes les collectivités territoriales, les établissements publics français et les associations ayant fait des apports au Fonds, ainsi que les représentants de l'Etat. Seront considérés membres associés les représentants des collectivités territoriales intervenant en Amérique centrale mais n'ayant pas fait des apports directement au Fonds, ainsi que d'autres donateurs.

Article 3. Assemblée Générale

L'Assemblée générale des membres se réunit deux fois par an, ces derniers pouvant se faire représenter par la personne de leur choix. Chaque membre dispose d'une voix. Les orientations, les rapports financiers et les rapports d'activité sont adoptés à l'Assemblée générale, qui élit un comité de pilotage.

Article 4. Comité de pilotage

Travaillant en synergie avec le Groupe Amérique centrale de Cités Unies France, il sera composé de dix membres dont:

- Sept représentants des collectivités territoriales membres du Fonds élus dans l'Assemblée générale,
- Deux membres de droit, le Directeur général de CUF et un représentant du Ministère des Affaires étrangères,
- Une place est réservée pour coopter un représentant d'un établissement public ou d'une association membre du Fonds.

Le mandat des membres de ce Comité de pilotage est d'un an. Il se réunit aussi souvent que nécessaire et doit mettre en œuvre les orientations décidées par l'Assemblée générale et approuver le financement des projets au nom du Fonds. Un secrétariat technique, composé d'un chef de projet et d'un trésorier, assistera ce Comité de pilotage.

Article 5. Fonctionnement pour l'instruction des Projets :

Afin de faciliter la coordination des membres et l'instruction des projets, les membres du Fonds travaillent en commissions ou se réunissent au sein du groupe Amérique centrale de Cités Unies France. Il revient à chaque commission de préparer les dossiers avec les projets qui seront soumis au Comité de pilotage pour décision. Ils devront travailler en étroite relation avec les Ambassades de France en Amérique centrale et avec les représentants des parties bénéficiaires (municipalités et associations locales centraméricaines). Ils seront assistés dans leurs démarches par le secrétariat technique.

Article 6. Information et sensibilisation des citoyens

Les membres du Fonds sont également appelés à diffuser les contenus des actions et des échanges avec leurs partenaires centraméricains auprès de leurs citoyens. Des activités communes seront proposées par le comité de pilotage pour diffuser l'action du Fonds en France et en Amérique centrale.

2. LES BÉNÉFICIAIRES DU FCLRAC

SOMOTO : Situé au nord du Nicaragua (région de Madriz). Le projet de partenariat entre Fougères en France et Somoto se centre sur la communauté de "El Guayabo", qui a été victime de nombreuses pertes suite au passage de Mitch.

En effet, plus de vingt maisons ont été détruites et environ vingt autres ont subi des dommages importants. Il s'agit donc de bâtir un quartier modèle (120 logements), avec une participation active de la population dans le processus de planification et de construction. Il faut pourvoir le quartier en services de base (eau potable, électricité, assainissement, santé, éducation) et contribuer à surmonter les difficultés créées par la destruction des exploitations agricoles et des infrastructures en promouvant les micro projets de développement économique. La population bénéficiaire directe sera de 120 familles, soit 640 personnes à faibles revenus.

JALAPA : Située au Nord du Nicaragua (à Nueva Segovia). Les pertes en infrastructures, en chemins, en ponts, en installations électriques, en eau potable, en maisons et productions agricoles sont considérables. Il est prévu d'aider à la reconstruction de 150 maisons préfabriquées parmi les 384 emportées par l'ouragan Mitch.

TUMA LA DALIA : Le hameau El Hular est situé sur le territoire de la municipalité de El Tuma la Dalia (à 175km au Nord-Est de Managua). La population de la commune est, selon le recensement de 1995, d'environ 44 000 habitants. La priorité porte aujourd'hui sur le relogement de ceux qui vivaient dans les zones dangereuses. Le projet consiste en l'auto-construction de 40 maisons par l'entraide mutuelle des bénéficiaires du projet. Ces derniers seront sélectionnés parmi les familles affectées par l'ouragan dans les

communautés de La Amancia, San Antonio, Tepeyac, La Bonanza, Yasica Norte. Ce projet bénéficiera donc à 40 familles.

ESTELÍ : La municipalité d'Estelí se trouve à 145 km de Managua. Suite à l'ouragan Mitch, 304 maisons ont été complètement détruites et environ 500 l'ont partiellement été dans le département d'Estelí. La plupart des maisons détruites se trouvaient sur les rives des fleuves. Dans ce département, le nombre de personnes sinistrées s'élève à 70 813 dont 42 547 enfants alors que l'on estime à 80 % les pertes en récoltes (maïs et haricots). Il est urgent de reconstruire les ponts sur le fleuve Estelí car cette situation laisse sept quartiers d'environ 15 000 habitants isolés. C'est pourquoi la construction de logements et de latrines est prévue. La construction de la première tranche de 70 maisons, bénéficiera à 70 familles (soit 503 personnes dont 79 % de familles monoparentales dont le chef de famille est une femme), ainsi qu'une maison de quartier. Il prévoit également la construction d'un pont bénéficiant à 15 000 personnes (habitants de la zone ouest d'Estelí). Le terrain devra compter à terme 142 logements.

SEBACO ET CHAGUITILLO : A Sebaco, plus de 200 habitations ont été entièrement détruites et plusieurs centaines endommagées. Le centre de développement infantile (CDI) de Chaguitillo, hameau de 3000 habitants, a perdu sa toiture et deux salles de classe du collège étaient inutilisables. Elles ont finalement été démolies afin d'éviter tout accident et de préparer un terrain en vue de leur reconstruction.

Les deux premiers projets consistent en la reconstruction de la toiture du CDI et des deux salles de classe à Chaguitillo, puis en la construction de neuf maisons à Sebaco. De plus, la proximité de deux torrents a provoqué aussi de nombreux dégâts au niveau de la voirie, des cultures, du bétail etc. Ce qui laisse l'économie de la région dans une situation d'extrême gravité. C'est pourquoi un troisième projet envisage de créer "un fonds de graines" (maïs, haricots rouges, riz...) dont les bénéficiaires seront les petits producteurs et les coopérateurs pour le "fonds de graines".

POSOLTEGA et QUEZALGUAQUE : La première est une petite ville située à 150 km au nord-ouest de Managua (à 30 km au nord de Léon), qui compte aujourd'hui 15 000 habitants. L'écroulement du volcan Casitas a coûté la vie à près de 3 000 personnes, et a causé des dégâts

matériels considérables en détruisant des habitations, des cultures, et des infrastructures routières et économiques. Le projet consiste en l'autoconstruction de 27 maisons pour les familles réfugiées de Puente Tablo (Posoltega) à Quezalguaque.

JUCUARAN : La municipalité de Jucuaran se situe dans la zone côtière au sud du département d'Usulután à 145 km de San Salvador. C'est dans trois de ses hameaux (el Espino, Samuria et La Ringlera) qu'ont été mis en place trois projets. Le projet à El Espino consiste en la légalisation, par l'établissement d'un cadastre, de la propriété des terrains de ce hameau en faveur des bénéficiaires du projet d'eau (175 familles ont aujourd'hui de l'eau courante dans leurs maisons). Le projet à Samuria consiste à alimenter en eau le hameau, c'est-à-dire 140 foyers. Le troisième projet à La Ringlera aura pour but d'améliorer les conditions sanitaires de la région sud du Jucuaran (santé communautaire) par la formation de personnel, l'obtention d'une infrastructure, et un travail de prévention et de traitement.

3. LES MEMBRES DU FCLRAC

Bouguenais	NANCIE EAU
Conseil Régional d'Ile de France	Querqueville
Conseil Général du Val-de-Marne	Vaulx-en-Velin
Champigny-sur-marne	Vigneux
Evry	Vimoutiers
Fougères	CUD
Mauguio	Conseil Régional Rhône Alpes
Mauguio Solidarité	Vénissieux
Cités Unies France	

4. LES PARTENAIRES DES COLLECTIVITÉS AU NORD ET AU SUD

Collectivités françaises	Partenaires en France	Partenaires locaux
Bouguenais	➤COSPAL- Comité de solidarité avec les peuples d'Amérique latine ➤Ministère des Affaires étrangères ➤Cités Unies France et FMCU	➤Municipalité d'El Tuma la Dalia ➤CESESMA- Centro de Servicios Educativos en Salud y Medio Ambiente
Champigny-sur-Marne	➤Centres de loisirs municipaux de Champigny-sur-marne ➤Association France Amérique latine ➤Ministère des Affaires étrangères ➤Cités Unies France et FMCU	➤Municipalité de Jalapa
Evry	➤Comité de jumelage d'Evry ➤Cités Unies France et FMCU	➤Municipalité d'Esteli ➤Casa del Tercer Mundo
Fougères	➤Association Somoto-Fougères ➤Ministère des Affaires étrangères ➤Cités Unies France et FMCU	➤Municipalité de Somoto ➤CIDES-Centro de Iniciativas
Vaulx-en-Velin	➤Municipalité et comité de jumelage de Bezons ➤Comité de Solidarité de Vaulx-en-Velin ➤Cités Unies France et FMCU	➤Municipalités de Sebaco et de Changuitillo ➤ODESAR-Organisation pour le Développement

		Municipal ➤CDI "Nouvel Horizon"
Vénissieux	➤Comité Régional du Secours Populaire Français - Rhône Alpes. ➤Cités Unies France et FMCU	➤Municipalités de Posoltega et de Quezalaguaque ➤Communautés Ecclésiales de base
Conseil général Val-de-Marne	➤Pharmaciens sans frontières ➤Cités Unies France et FMCU	➤Municipalités de Jucuaran, communautés de 3 hameaux : El Espino, Samuria et Ringlera ➤Coordinadora para la Reconstruccion y el Desarrollo (CRD)

II. Les projets : contenu, objectifs et résultats

FOUGERES ET LE PROJET "NUEVO GUAYABO"

Jumelées depuis 1986, Fougères et Somoto ont participé au financement et à l'appui technique de projets basés sur la participation des citoyens. À partir de l'expérience de leur coopération bilatérale, et des constats observés suite au passage de l'ouragan Mitch, la nécessité de travailler dans une plus grande coopération s'est imposée, et ce, afin de mettre en place des projets d'une plus grande ampleur et d'un meilleur impact pour le développement de Somoto .

Dans ce contexte, la volonté de réaliser conjointement la construction d'un nouveau village s'est confirmée. Aussi, il fallait donner une réponse permanente, sûre et soutenable, aux besoins de logements, de services communautaires, et de promotion économique des habitants de la communauté rurale d'El Guayabo, détruite en grande partie par l'ouragan Mitch. A cet effet, les deux villes, Fougères et Somoto, se sont engagées à apporter l'appui financier, technique et humain pour la construction du "Nuevo Guayabo".

ACTIVITES

Prévues	Réalisées
1. Travaux préliminaires et études ➤Relevés topographiques ➤Rédaction du projet Direction des travaux	Fait. Coût : 29 608,04 euros

2.Aménagement des accès ➤Chemins d'accès au village ➤Aménagement des gués du Rio Coco	Fait. Coût : 16 333, 69 euros
3.Construction de 87 logements	Fait. Coût plus élevé que prévu : 353 945,61 euros. Dû au recours plus fréquent à la main d'œuvre spécialisée. Même si la participation des bénéficiaires permet d'alléger les dépenses.
4.Forage d'eau ➤Réalisation d'un puits de captage ➤Construction d'un réservoir de 50 000 litres	Fait. Coût : 150 208,47 euros Un puit disposant d'un débit très important a été creusé, ainsi qu'une citerne et une canalisation de 2,8 km de long. Ceci grâce à la participation active des bénéficiaires.
5.Distribution d'eau potable ➤Drainage superficiel ➤Réseau d'assainissement	En partie réalisé. Coût : 13 230,59 euros
6.Voirie	En partie réalisé pour un coût moindre. Coût : 13 811,88 euros Pour des raisons budgétaires, il a fallu faire des économies sur ce secteur, moins prioritaire que les autres. La technique du tassement de terre, moins onéreuse, a donc été préférée à celle du pavage.
7. Éclairage public - électrification	En partie réalisé Coût : 10 358,91 euros (l'engagement du gouvernement nicaraguayen est attendu pour finir ces travaux)
8. Ecole	Infrastructure réalisée par le gouvernement nicaraguayen. Coût : 115 099,01 euros
9. Centre de santé ➤Centre social ➤Ateliers municipaux	(réalisation prévue en octobre avec un coût revu à la baisse de 9 207,92 euros)
10. Relance des unités de production agricole	En cours

Ce projet est considéré comme une action pilote pour l'ensemble des projets de reconstruction en Amérique centrale. C'est une initiative liée à l'urgence, mais bien inscrite dans une logique de développement durable. Les maisons avec des fondations sont modestes mais relativement spacieuses (60 m² au lieu des 30m² habituels). Chaque maison a accès à l'eau potable (seulement 22% de la population nicaraguayenne a accès à l'eau potable) et l'école accueillera environ 300 enfants.

L'implication des populations constitue un axe important de la démarche : les habitants d'El Guayabo ont participé à l'élaboration du projet et la mairie de Somoto a fait don du terrain. L'aide apportée aux habitants va au-delà de la construction de logements; ils ont également accès aux aménagements collectifs en termes d'adductions d'eau et de voirie d'accès. Par ailleurs, une équipe technique de 7 personnes a été engagée sous la responsabilité d'un architecte de Somoto pour la construction du village. Ainsi, deux cents ouvriers ont pu être formés et avoir un contrat de travail pour la première fois et 70 % d'entre eux ont retrouvé un emploi par la suite.

Enfin, il est question de poursuivre une coordination commune au niveau de trois villes : Fougères, Leganes (Espagne) et Somoto et ce, sur la base d'un projet de coopération ambitieux qui vise à la fois l'autosubsistance alimentaire et la promotion des habitants par des activités économiques en vue de l'autonomie.

CONTACT :

Marie-Pierre ROUGER
Maire adjoint délégué à l'éducation et à la coopération
Hôtel de ville 35 301 Fougères
Tél : 02 99 94 88 00
Fax : 02 99 94 88 08

CHAMPIGNY-SUR-MARNE ET JALAPA

Ces deux villes sont liées par la force d'un ancien jumelage qui date de 1983. C'est dans le contexte de la révolution sandiniste que la population de Champigny-sur-Marne, représentée aussi par

quelques Campinois originaires d'Amérique latine, a exprimé sa volonté de soutenir la cause nicaraguayenne. Depuis, plusieurs actions de partenariat ont vu le jour : des chantiers de construction, des échanges entre les populations, l'envoi et l'achat de matériel, sans oublier les nombreuses visites officielles, qui, peu à peu, ont renforcé les liens.

Aussi, Jalapa et Champigny-sur-Marne se devaient de réagir et de travailler ensemble pendant la période difficile que représente le "post-Mitch », qui n'a fait qu'accélérer les problèmes dans lesquels se débattaient les populations et leurs représentants communaux.

En effet, il existe sur la commune de Jalapa (629 km²), quatre-vingt-dix huit communautés éparpillées dont la plupart dans les zones montagneuses très difficiles d'accès, aussi, l'action de Champigny-sur-Marne ne peut s'effectuer de la même façon que dans une zone urbaine.

Il faut donc soutenir les communautés, là où elles peuvent encore travailler pour vivre et se loger, afin d'éviter des migrations vers le centre urbanisé.

La forte participation de la population au "Mouvement Communal"-organisation représentative des communautés - a permis de dégager, en concertation avec les habitants, les premières priorités.

L'utilisation des fonds a donc été menée dans cet esprit et a fait l'objet d'une concertation préalable.

Activités développées

• **Environ 109 000 FF** ont servi à la création d'une coopérative agricole sur la communauté de Yumpali, participant pour moitié à l'acquisition de soixante-sept manzanas (ce qui représente plus au moins 56 ha) pour quarante familles. Une partie de cette somme a également été utilisée pour la construction de toits et d'une école pour cinquante et une familles à Buena Vista Del Peñon.

• En mars 1999, la ville de Jalapa a pu, grâce à un don de Champigny s'élevant à **129 600 FF**, acquérir 18 manzanas à environ 2 kms du centre urbain pour donner trois cents quatre vingt six parcelles de terrain aux familles les plus démunies touchées par l'ouragan. De

plus, une aide permanente de la commune pour le transport de matériaux de construction est toujours fournie.

La prise en compte des besoins réels des populations concernées a permis de dépasser la situation d'urgence, tout en répondant à des besoins immédiats. Ainsi, la sécurité alimentaire des populations rurales est-elle passée par la relance de l'activité économique et la restauration des moyens de communication.

- **Le Barrio Champigny** : les personnes sinistrées habitaient le plus souvent des zones à risques dans des situations précaires et des logements de fortune. Les sinistrés ont pour la plupart tout perdu, jusqu'à leur emploi. Les lots de terrain (solares) ont été attribués selon des critères d'acquisition définis par le conseil municipal. Ainsi, les trois cent quatre-vingt-six familles les plus nécessiteuses sur mille cinq cents ont été retenues pour bénéficier du programme.

Résultats obtenus

- **Nombre des bénéficiaires** : avec la somme initialement prévue pour cent cinquante familles, le nombre de familles bénéficiaires est passé à quatre cent quatre-vingt neuf. Sur le seul Barrio Champigny, 2 072 individus sont concernés par le projet.

- **Participation des bénéficiaires** : ces derniers, fortement motivés et prêts à effectuer toute la main d'œuvre nécessaire, se sont approprié le processus de reconstruction et se sont organisés en comités. Un travail partenarial de qualité avec la municipalité s'est développé : les travaux collectifs ont été réalisés par les bénéficiaires avec l'appui technique et financier de la municipalité.

- **Reprise de l'activité économique** : à Yumpali aussi bien qu'à Buena Vista del Peñon la reprise de l'activité économique est manifeste, et elle a permis la prévention de l'exode rural.

À **Yumpali**, pour 1999/2000, l'autosuffisance alimentaire des familles a été atteinte : la coopérative « Punto Uno » a vu le jour.

À **Buena Vista del Peñon**, les petits producteurs de café ont pu se reloger dans des maisons neuves, construites de leurs mains.

Au **Barrio Champigny**, quarante maisons avec latrines ont été construites. Les règles fixées par la communauté et les critères

d'attribution ont été respectés. Différents partenaires ont apporté leur contribution à ce projet : la municipalité de Jalapa (apport de **38 194, 76 FF**), la communauté des bénéficiaires, l'association France-Amérique latine et le Centre de Loisirs municipaux de Champigny-sur-Marne.

Perspectives

Certaines faiblesses ont pu être soulignées : le manque de capacité des sans logements à acquérir ou à louer un logement, la spéculation foncière et les difficultés rencontrées dans le processus de construction. De plus, une certaine discrimination politique due à la polarisation et la politisation de l'aide a été constatée.

Dans l'avenir, pour avoir une approche globale, travailler dans une logique de développement durable, améliorer la cohérence des réponses apportées et la circulation de l'information, il est essentiel de travailler à la consolidation des liens entre les communautés européennes jumelées avec Jalapa.

CONTACT :

M.Georges CHARLES

Adjoint au Maire

Relations internationales, Développement Economique,

Urbanisme et Aménagement

Hôtel de ville

14, rue Louis Talamoni

94507 CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX

Tél : 01.45.16.40.35 Fax : 01.48.82.45.75

BOUGUENNAIS ET EL TUMA-LA-DALIA

Suite au passage de l'ouragan Mitch sur la majeure partie du Nicaragua, un projet de construction de maisons entre les municipalités de Bouguenais et d'El Tuma-La-Dalia, (175 km au nord de Managua) s'est mis en place avec l'Association nantaise COSPAL (Comité de solidarité avec les peuples d'Amérique latine) et CESESMA (Centres de services éducatifs pour la santé et l'environnement en Amérique centrale).

La tragédie provoquée par Mitch exigeait une intervention immédiate qui facilite le retour rapide à une vie normale pour les communautés afin qu'elles puissent récupérer leurs espaces communautaires, retrouver des conditions de santé correctes, et recommencer des activités productives et économiques.

Ce projet post-ouragan est important car il tente de réaliser une intervention qui porte à la fois, de façon différenciée, sur les personnes et les infrastructures qui ont subi des dégâts.

Le projet initial prévoit la réalisation de quarante maisons sur des sites qui ne présentent pas de risques naturels. La mairie de la Dalia a acheté sept manzanas (4,9 hectares) dont un hectare est réservé à la construction d'une école primaire, d'un poste de santé et d'un jardin public.

L'objectif de la mairie était de créer un hameau, El Hular, (situé sur le territoire de la Municipalité de El Tuma La Dalia, dans le département de Matagalpa) qui permettrait à cent familles de s'y installer, de développer l'entraide et les capacités de prise en charge (notamment pour les femmes seules avec enfants) et de soutenir la population en donnant aux bénéficiaires les moyens de se former et de s'organiser collectivement afin qu'ils réalisent eux-mêmes leurs ouvrages.

Aussi, les bénéficiaires se sont organisés en un Comité d'auto-construction, constitué par un/e coordinateur/trice, un/e secrétaire, un/e commissaire aux comptes, un/e magasinier/ière, un membre. Ce Comité est responsable de l'organisation des groupes d'auto-construction, de l'établissement des horaires de travail, du contrôle, de l'entretien et de la surveillance du matériel de construction, ainsi que de la coordination des activités avec le promoteur-superviseur du projet, le maître d'œuvre et le maçon.

Cependant, le manque d'alimentation en eau potable, l'implication et l'expérience insuffisantes de certaines familles, ainsi que la difficulté d'accès au projet (le terrain acheté par la mairie de la Dalia était vierge, il a fallu ouvrir un chemin sur le lieu de la construction des maisons) ont parfois posé problème.

Toutefois, les bénéficiaires ont reconnu l'intérêt du volet formation de ce programme. Ainsi, trois rencontres de formation ont-elles été réalisées avec des adultes, des enfants et des adolescents afin d'identifier les besoins, les problèmes, les points forts et les potentialités de chacun. Ces rencontres ont permis de souligner la nécessité d'avoir une organisation et une intégration communautaire plus fortes et l'importance, pour les bénéficiaires, d'entreprendre des actions de développement communautaire à partir de leurs potentialités personnelles et collectives.

Enfin, sur les quarante maisons prévues au départ, une première tranche de vingt-quatre ont été construites (auto-construites) à El Hular en 1999 et 2000 et ont été remises à des familles.

La deuxième étape du projet de reconstruction post-Mitch a commencé le 15 janvier 2001 avec pour objectif la construction de trente-deux maisons sur le site de Valle-la-Isla ; sur cette étape, dix-huit maisons sont déjà construites et la construction des quatorze autres a démarré en décembre 2001.

Actuellement, ces familles sont accompagnées en vue de réaliser les objectifs suivants : l'installation d'eau potable et la mise en service d'un petit jardin potager pour la consommation familiale.

CONTACT :

Pour la Mairie de BOUGUENAI :

Mme Janine PLANER
Conseillère municipale
Hôtel de ville
44340 BOUGUENAI
Tél : 02.40.32.29.29
Fax : 02.40.65.32.45

Pour le COSPAL :

Mme Sylvie CHURIE
Présidente
16, rue du Bas Poitou
44230 SAINT-SEBASTIEN /LOIRE
Tél : 02.40.33.42.03
Fax : 02.40.33.42.03

ÉVRY ET ESTELI

Un Comité de jumelage, association loi 1901 composée essentiellement par les habitants bénévoles, fut créée à Evry en 1984. Il est financé par les cotisations de ses membres, par les subventions de la Mairie d'Evry, la subvention du ministère de la Coopération et, en 1999, par le Conseil Général du département de l'Essonne.

Le jumelage d'Evry avec Esteli fut possible en 1985 grâce aux démarches des habitants d'Evry sensibles à l'appel des nicaraguayens demandant de l'aide pour reconstruire leur pays qui sortait de trente années de dictature.

Les principes fondamentaux qui encadrent l'action du Comité de Jumelage EVRY-ESTELI sont la participation au suivi des projets pour lesquels sa participation est demandée, l'appui aux initiatives des organisations populaires et des autorités municipales démocratiquement élues à Esteli en respectant leur autonomie de décision et de gestion et, dans la mesure du possible, la réalisation d'actions de solidarité dans un cadre de coopération européenne. L'objectif de cette coopération est d'impulser le travail entre villes européennes et d'obtenir des aides de l'Union européenne.

Dans le cadre du jumelage, le Comité a appuyé diverses initiatives des habitants d'Esteli comme : la construction d'écoles, d'un centre de santé, d'une maison de quartier, d'un pont piétonnier, la fourniture de matériel scolaire et médical, ou la création d'une bibliothèque itinérante.

De même, le Comité a participé, en 1986, à la création d'une Coordination européenne des villes jumelées avec Esteli. Cette démarche, tout à fait innovatrice à l'époque a permis de soutenir de projets, cofinancés par l'Union européenne, concernant les réseaux d'eau potable et d'eaux usées de la ville, ainsi qu'un projet de développement agro-écologique dans la zone rurale du département d'Esteli.

Suite au passage de l'ouragan Mitch, trois -cent quatre maisons ont été complètement détruites et environ cinq-cents l'ont partiellement été. Les effets de l'ouragan se sont ajoutés à une situation de

crise déjà existante due aux difficultés de la ville pour impulser son développement après dix années de guerre.

Aussi, pour aider la population à faire face aux dégâts occasionnés, le Comité de Jumelage s'est engagé dans le travail de diffusion des conséquences de la catastrophe (articles dans les journaux du Département, réunions publiques d'information, échange avec d'autres Comités de solidarité en France, etc...), dans la récollection et l'envoi de fonds pour l'aide d'urgence. Il a également souhaité s'engager dans le travail de reconstruction de la vie à Esteli, et ce, dans une optique de développement durable.

Dans ce cadre, un projet d'aide qui comprend plusieurs volets, a été établi:

- La construction de la première tranche (70 maisons) d'un nouveau quartier sous la modalité d'auto-construction par les habitants, des logements et des latrines, ainsi que la construction d'une maison de quartier,
- L'appui à l'organisation communautaire et l'attention psycho-sociale aux habitants du nouveau quartier,
- La construction d'un pont reliant la partie ouest d'Esteli, entièrement financé par Delft, dont fait partie le nouveau quartier, à la partie centrale de la ville.

La construction de soixante-dix logements a été prévue sur un terrain acquis par la Mairie d'Esteli dans le secteur ouest de la ville. Ce terrain devait abriter à terme cent quarante-deux logements.

La propriété des terrains et des maisons revient à chaque famille bénéficiaire. Les terrains sont symboliquement achetés à la Mairie ou payés « en travail », et ce, pour éviter l'apparition d'une mentalité de « récepteur passif », qui irait contre l'objectif essentiel du projet, qui est de permettre aux bénéficiaires de devenir les acteurs actifs de leur développement. En aucun cas, un critère d'insolvabilité ne doit empêcher l'accession à la propriété.

L'organisation pour l'auto-construction des logements permet d'enclencher un processus d'appropriation de l'espace, de stabilisation émotionnelle et de reconstruction d'une dynamique de

vie. Effectivement, l'une des conditions pour assurer la pérennité du projet est la participation active des familles, d'où l'importance d'appuyer l'organisation des habitants du quartier pour résoudre leurs besoins immédiats et identifier leurs forces et leurs faiblesses.

La présence de l'équipe multidisciplinaire sur place est indispensable pour garantir l'appui à l'organisation du quartier et pour assurer le suivi psycho-social.

En définitive, il s'agit de répondre à plusieurs besoins précis :

- Répondre au besoin matériel d'un toit pour les familles sinistrées et rétablir la voie de communication avec le centre ville par la construction d'un pont,
- Identifier, par une enquête, les besoins spécifiques de chaque famille pour leur survie, leur protection, leur développement et leur participation au projet,
- Encourager l'organisation, la participation et l'auto-gestion pour la recherche de l'amélioration des conditions de vie du quartier, concernant la santé, l'éducation et les espaces permettant la socialisation,
- Promouvoir la reconnaissance et le respect des droits des enfants à la santé et à l'éducation.

INSTITUTIONS PARTICIPANT AU PROJET

Au Nicaragua :

- Municipalité d'Esteli
- Instituto de promocion Humana

En Hollande :

- Municipalité de Delft en appui au Sticing Stedenband Delft- Esteli (Comité de jumelage Delft-Esteli)

En France :	•Mairie d'Evry en appui au Comité de Jumelage Evry-Esteli
--------------------	---

Le financement du projet a été demandé par la Mairie d'Esteli aux villes jumelées d'Evry (France) et Delft (Hollande). Il est réalisé sous la responsabilité de la Mairie d'Esteli par le biais d'une Commission de Coordination présidée par le Maire d'Esteli, M. David Valdivia.

Cette commission de coordination est composée par les représentants de toutes les organisations intervenantes.

L'infrastructure, construction du pont et des maisons, est sous la supervision des services techniques de la Mairie d'Esteli tandis que l'appui psycho social (à la population et à l'organisation communautaire) est assuré par l'INPRHU (« *Instituto de Promocion Humana* »), ONG nicaraguayenne créée en 1966 et reconnue pour son travail de réflexion et d'action avec les secteurs populaires du Nicaragua et pour son appui aux mouvements sociaux démocratiques.

GESTION TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE DU PROJET

DIFFICULTÉS	<u>RÉSULTATS</u>
• Le projet a accumulé un certain retard au démarrage à cause de la nécessité d'améliorer les mécanismes de contrôle des achats et de mieux coordonner le travail entre les entrepreneurs et les bénéficiaires.	•La construction de 142 logements en respectant les normes de qualité anti-sismiques. •L'intégration des bénéficiaires (adultes et enfants) dans le processus d'auto-construction. •La mise en place de mécanismes

•La pression des familles qui ont une vision d'assistanat de l'aide (manque de collaboration de leur part). •L'apparition de nouveaux besoins qui n'étaient pas prévus dans le projet et qui ont occupé une place prioritaire et l'insuffisance du budget prévu pour contractualiser les services professionnels. •L'augmentation des coûts de construction, du coût de la main-d'œuvre (par résolution du Ministère des Travaux Publics) et le problème du stockage des matériaux. •La lenteur du processus de confirmation des informations pour l'octroi des logements.	de communication et de coordination entre les différents volets du projet (construction et suivi psycho-social). •L'exécution du budget avec efficacité et transparence en suivant le calendrier prévu. •La formation des participants de chaque famille aux métiers du bâtiment et la création de commissions des habitants dans différents domaines : la santé, l'éducation, les activités culturelles et la co-gestion du projet. •Le développement d'un processus de contrôle pour l'octroi de logements et l'obtention du titre de propriété pour les maisons.
---	--

DOMAINE PSYCHO-SOCIAL

<u>DIFFICULTÉS</u>	<u>RÉSULTATS</u>

•La phase d'auto-construction a demandé plus de temps que prévu. •Le manque d'expérience dans le travail psycho-social pour traiter les situations extrêmes (vol, alcoolisme, drogue, etc.) •Le manque de respect des engagements de la part de quelque institutions (Police, MECD) •La résistance des organisations et des institutions pour se coordonner dans le cadre d'un projet commun.	•La création d'un registre de dons et d'attention aux familles pour assurer la survie des familles touchées par le cyclone Mitch. •L'attention sociale adaptée aux familles dans les domaines de la santé et de l'éducation. •Le contrôle de la violence familiale et sociale grâce à la création d'espaces d'attention psycho-sociaux. •La réalisation de stages de formation sur la violence, l'identité sociale, l'organisation, la participation et la solution de conflits ainsi que le renforcement de la capacité de gestion et des compétences des familles. •La mise en place d'une politique d'accès aux logements sociaux avec des critères transparents. •La création d'espaces de travail pour l'organisation d'équipes de travail spécialisées dans l'auto-construction. •La création d'une structure organisationnelle des habitants dans le nouveau quartier (commissions de travail). •La coordination inter-institutionnelle dans le nouveau quartier, la régulation et la normalisation des interventions des institutions. •Le renforcement de l'identité communautaire et de l'estime de soi chez les familles bénéficiaires. •La participation active des
--	--

	enfants et des adolescents à la planification et à l'évaluation des activités développées dans le cadre du projet. •La préparation des conditions pour une deuxième phase d'attention psycho-sociale et la création de nouvelles sources de revenus. •La reconstruction et la systématisation de l'expérience.
--	--

Les travaux d'urbanisation devraient être poursuivis dans les domaines de l'éclairage, de l'installation de l'eau potable, du drainage des eaux usées, de la voirie et de la création d'espaces publics pour les activités collectives.

De même, des actions en faveur de la création d'emplois devraient être menées dans le sens d'un octroi de bourses, de la formation professionnelle et de l'accès au crédit alors que le renforcement de l'organisation communautaire pour l'émergence d'une nouvelle identité de quartier semble être une priorité. Ainsi, plusieurs axes de travail peuvent être dégagés : la santé et l'éducation, la création de revenus, la création d'une base économique, le renforcement des capacités locales, la participation et l'organisation sociale.

RÉALISATIONS RÉCENTES

1) Projets européens

•Coordination des 5 villes jumelées avec Esteli : Bielefeld, Allemagne ; Delft, Pays-Bas; Sant Feliù, Espagne ; Sheffield, Espagne ; Evry, France.

Nom du projet : Mitch

Durée : 5 ans 1998-2003

Objectifs : reconstruction totale de 18 quartiers d'Esteli (logements, écoles, routes, maisons de quartier, centres de santé, terrains de sport, aménagement du rio Esteli et création d'une zone de loisirs).

Volets de suivi psycho-social et de formation aux métiers du bâtiment.

•Bibliothèque municipale (construction, fonctionnement, formation de personnel).

•Projet Black Grant : construction et réparation d'écoles, formation de 60 maîtres à l'animation de bibliothèques scolaires, aménagements de terrains de sport infantiles, création de 12 clubs de football.

2) Projets d'EVRY

•Dons à l'école d'infirmiers pour des bourses et la construction de maisons ; contacts et formation d'étudiants en psychologie.

•Participation aux Fêtes de la Mairie d'Evry et de la Maison du Monde d'Evry : expositions, débats, réalisations de fresques dans 2 écoles par des moniteurs des ateliers « Funarte » d'Esteli, aide financière à Funarte.

EN PROJET

•Expositions de peintures du collectif Siqueiros d'Esteli (novembre 2002), exposition de peintres primitivistes de Solentiname, Paris-La Norville (octobre, novembre, décembre 2002) et à Evry du 3 au 20 janvier 2003, en coopération avec TECAL (La Norville).

•Réalisation d'un calendrier et d'une vidéo en coopération avec les quatre au tres villes européennes.

CONTACT :

• Pour le Comité de jumelage :
d'Esteli :

COMITÉ DE JUMELAGE
EVRY-ESTELI (FRANCE-NICARAGUA)

Mme Geneviève GOBIN
Esteli

1, rue Frédéric Chopin

91000 EVRY

2610/2585

Tél : 01.60.77.16.93

11

Lino Lazo : lacoyunda@mailcity.com

•Pour la Mairie

David VALDIVIA

Maire

Alcadia Municipal de

Esteli-Nicaragua

Tél : 00 505 713

Fax : 00 505 713 27

VAULX EN VELIN/ SEBACO ET CHAGUITILLO

C'est à la demande des communautés indigènes de Chaguitillo et de Sebaco que les villes de Bezons et de Vaulx-en-Velin ont décidé d'intervenir au Nicaragua.

La ville de Sebaco avait subi plusieurs dommages : plus de deux cents habitations ont été entièrement détruites, le centre de développement infantile (CDI) de Chaguitillo (hameau de 3000 habitants) a perdu sa toiture et deux salles du collège sont inutilisables.

De plus, comme c'est le cas dans nombre de villes ou de villages, la Municipalité est absente à Sebaco, et seule la société civile participe à la reconstruction.

Ainsi, les communautés indigènes de Chaguitillo et de Sebaco ont, dès le lendemain de l'ouragan, commencé un important travail d'accueil des réfugiés, de réparation collective d'habitations, de reconstruction de latrines, de réparations de chemins et de déblayage de terres agricoles.

Pour leur part, avec l'appui de l'organisation centraméricaine ODESAR (Organización para el Desarrollo Municipal) le comité de jumelage de Bezons et le comité vaudais d'amitié et de solidarité avec Sebaco ont décidé de présenter un projet de reconstruction qui comporte plusieurs volets : la reconstruction de deux salles d'un collège, de la toiture d'un centre de développement infantile et de neuf maisons d'habitations, puis, la réalisation d'une ferme agricole et d'un fonds de graines (maïs, haricots rouges, riz...) pour les différentes communautés vivant dans la montagne.

OBJECTIFS DU PROJET

Permettre de poursuivre l'accueil de la centaine d'enfants fréquentant journallement le CDI et faire en sorte que celui-ci continue à être l'élément moteur de la vie à Chaguitillo (enseignement, centre de santé, atelier de couture, bibliothèque populaire, jardin potager, jardin plantes médicinales). Encourager les jeunes lycéens à suivre, à Chaguitillo, leurs études secondaires dans de bonnes conditions, permettre, à neuf familles de continuer à vivre et à travailler dans leur coopérative, et par la création d'un « fonds de graines », aux petits producteurs et coopérants de mieux travailler à un développement durable.

LES PARTICIPANTS AU PROJET

- La municipalité et le comité de jumelage de Bezons et le comité de solidarité de Vaulx-en-Velin,
- Les communautés indigènes de SEBACO et CHAGUITILLO,
- ODESAR (Organización para el Desarrollo municipal),
- La coopérative « Nouvel Horizon »

BÉNÉFICIAIRES

Toute la population de Chaguitillo pour le Centre de Développement Infantile et le collège, neuf familles pour les maisons, les petits producteurs et les coopérants pour le « fonds de graines ».

PARTICIPATION CITOYENNE

Auto-participation des familles pour la construction des maisons, déblayage du terrain par la population pour la reconstruction des deux salles de classe, création de collectifs dans plusieurs communautés paysannes pour la gestion du « fonds de graines ».

SUIVI ET MAÎTRE D'ŒUVRE

Pour les trois chantiers, c'est ODESAR qui est Maître d'œuvre et la communauté indigène de Chaguitillo assure le suivi des projets et leur contrôle

DIFFICULTÉS D'EXÉCUTION DU PROJET

De fortes pluies ont retardé de plusieurs jours le déroulement des activités de reconstruction et certains bénéficiaires, à cause de maladies dûes au manque de conditions hygiéniques, n'ont pas pu participer au projet.

CONTACT :

•M. René Dufour

Maire adjoint. Président du Comité Vaudais d'Amitié et de Solidarité avec Sebaco

Hôtel de Ville. Place de la Nation

69120 VAULX-EN-VELIN

Tél : 04 72 04 80 80

Fax : 04 72 04 62 88

VÉNISSIEUX / POSOLTEGA ET QUEZALGUAQUE

Suite au passage du cyclone Mitch, une mission d'urgence des Fédérations Rhône Alpes du Secours Populaire Français s'est rendue en décembre 1998 au Nicaragua. Le Comité Régional du Secours Populaire Français était déjà en contact avec les Communautés Ecclésiales de Base (CEB) de Managua, dont il avait soutenu l'action en faveur des cantines populaires.

La mission d'urgence avait pour objectifs de rencontrer la population directement victime du cyclone, d'identifier un ou des partenaires représentatifs, d'élaborer avec ceux-ci un ou des projets de développement durable et, enfin, de remettre des fonds et de signer une convention de partenariat. De retour en France, le Comité régional du secours Populaire Français a décidé de prolonger son aide pour des projets de réhabilitation et de développement. La ville de Vénissieux a décidé de soutenir cette action par l'octroi d'une subvention de **40 000 FF**.

Ainsi, la ville de Vénissieux et le Secours Populaire Français ont conclu un accord pour financer l'auto-construction de 27 logements destinés à un nombre égal de familles sinistrées directement lors de l'ouragan Mitch, et ce, avec l'appui de la municipalité de Quezalguaque.

OBJECTIFS

A court terme : répondre concrètement aux besoins de la population par la construction de 27 logements destinés aux familles sinistrées qui habitaient Posoltega, et qui à cause de l'état d'urgence, se trouvent à Quezalguaque. Le terrain est concédé par la mairie de Quezalguaque, et les propriétaires légales seront les femmes.

A moyen terme : créer les conditions pour les familles puissent stabiliser l'économie familiale. Ce projet de reconstruction est donc complété par un projet de « reprise raisonnable de travail productif » (ensemencement) déjà en cours, par l'intermédiaire des Communautés ecclésiales de Base avec l'apport solidaire de l'organisme AMYCOS d'Espagne.

RESULTATS

L'auto-construction des 27 maisons pour les familles réfugiées de Puente Tablo (Posoltega) à Quezalguaque s'est bien déroulée. Les bénéficiaires sont bien intégrés dans le processus d'auto-construction et la participation de la Communauté est estimée à 96%. Les familles ont décidé de baptiser leur Communauté « Nueva Jerusalem ».

Par ailleurs, un projet productif a été mis en marche parallèlement à l'auto-construction. Sur la demande de la population, un soutien alimentaire leur a été apporté tandis que la Mairie de Quezalguaque a sollicité le soutien du programme Mondial d'Alimentation.

CONTACT :

Mme Yolande Peytavin
1^{ère} adjointe au Maire
Conseillère Municipale
Hôtel de Ville
5, avenue Marcel-Houël BP 24
69631 Vénissieux cedex
Tél : 04 72 73 88 88
Fax : 04 72 73 88 77

CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL DE MARNE/ JUCUARAN (SALVADOR)

Dans le cadre de sa politique de coopération décentralisée, le Conseil général du Val de Marne a réalisé deux projets avec le Salvador.

Il s'agit, d'une part, d'un projet d'alimentation en eau potable du hameau d'El Espino (Usulután) et de deux élevages de crevettes, engagés en 1996-97, en étroite collaboration avec l'Union européenne, la coordination pour la reconstruction et le développement (CRD) et les habitants du village.

D'autre part, des programmes de formation d'élus et de personnels territoriaux ont été lancés au cours de l'année 1997, dans le département du Morazan.

Malheureusement, en octobre 1998, le cyclone Mitch a dévasté une partie du projet d'alimentation en eau financé par le Conseil général du Val de Marne.

Aussi, ce dernier a décidé d'envoyer une mission d'urgence sur place (du 17 au 25 novembre 1998), afin d'acheminer des médicaments, d'évaluer les dommages subis, et de voter une aide d'urgence de **500 000 FF** visant à apporter les premiers secours et à reconstruire les installations pour que la population dispose à nouveau d'eau.

Suite aux missions techniques du Val de Marne, la Coordination pour la Reconstruction et le Développement (CRD), a fait parvenir

plusieurs projets dont trois ont été retenus : El Espino, Samuria et La Ringlera.

El Espino

Il s'agit de la légalisation, par l'établissement d'un cadastre, de la propriété des terrains d'El Espino (Usulután) en faveur des bénéficiaires du projet d'eau.

Ce projet a pour but :

- D'établir un système de registre des propriétés situées dans El Espino, afin que les habitants soient assurés de leurs droits,
- De légaliser la possession des terrains bénéficiaires du projet El Espino soutenu par le Conseil général du Val de Marne,
- De faciliter les interventions pour d'autres projets,
- D'établir un registre de propriétés afin d'assurer l'accès au droit de la propriété au cas où il y aurait d'autres projets à caractère social.

Samuria

La population du hameau est alimentée en eau à partir d'une source par un système de pompage. Cette communauté dispose déjà d'un système de distribution d'eau installé par le ministère de la santé (PLANSABAR : plan national d'hygiène rurale élémentaire). Toutefois, celui-ci n'a jamais été entretenu et présente désormais des dysfonctionnements, d'autant qu'il a été dessiné pour une population plus réduite et apparaît désormais insuffisant. Par ailleurs, les dépenses d'énergie électrique étaient, par le passé, prises en charge par l'Etat qui s'est depuis, désengagé.

La communauté s'est mobilisé pour solder la dette d'énergie électrique et pour s'engager, avec l'aide de la Coordination pour la Reconstruction et le Développement (CRD) sur un dispositif de prise en charge des coûts de fonctionnement par les bénéficiaires eux-mêmes.

La Ringlera

Il s'agit d'un programme de santé communautaire afin d'améliorer les conditions sanitaires de la région sud du Jucuaran par la formation de membres de la communauté dans le domaine des soins infirmiers, de la promotion orale de la santé et du soutien aux promoteurs de santé du Ministère.

Par ailleurs, la Coordination pour la Reconstruction et le développement (CRD) travaille à l'élaboration d'un grand projet de développement durable, en partenariat avec l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Université de San Salvador et, bien sûr, le Conseil général du Val de Marne. Il s'agit de développer une nouvelle agriculture tenant compte de la catastrophe écologique engendrée par le passage du cyclone Mitch et de mettre en place un programme de prévention contre les risques naturels.

Contact :

Mme Marie-Christine Delacroix
Conseil Général du Val de Marne
Hôtel du Département
Av. du Général de Gaulle
94 011 Créteil
Tél : 01 43 99 70 00
Fax : 01 43 99 70 49

CONCLUSION

Novembre 98 : les premières images de l'effet dévastateur de l'ouragan Mitch défilent sur le petit écran. Corps emportés par les coulées de boue, maisons dévastées, familles enterrées privées de nourriture et d'abri viennent émouvoir avec force les habitants de notre pays. Qui plus est lorsqu'un lien existe entre populations victimes et celles qui sont témoins du drame.

C'est ainsi que les citoyens de nos villes manifestent leur volonté d'aider rapidement et à tout prix leurs « jumeaux » d'Amérique centrale. Lourde tâche pour les responsables locaux en charge des jumelages ou des relations de solidarité avec notamment le Nicaragua, le Salvador et le Honduras situés sur le parcours de

l'ouragan. Car en effet, comment transformer ces coups de cœur momentanés et généreux en un potentiel de développement pour le moyen et long terme ?

L'organisation de la réponse tient à l'existence d'un réseau d'acteurs de la solidarité avec l'Amérique centrale au sein de la Fédération Mondiale des Cités Unies (FMCU) et de Cités Unies France. Les liens de partenariat avec les pays de la zone touchée permettent de poser les enjeux de la situation :

- 1) L'ouragan est certes un événement naturel, mais ses principaux effets sont d'origine structurelle (la majorité des victimes sont des secteurs pauvres). La crise existait avant la catastrophe naturelle. Mitch est venu l'intensifier ou la révéler.
- 2) Les populations, même en situation de vulnérabilité intense, ont des fortes potentialités pour comprendre et résoudre les problèmes.

Mobilisation des habitants au Sud pour s'organiser, définir les besoins avec les responsables locaux, mobilisation des habitants au Nord pour informer, innover dans des actions « originales » de solidarité afin de réunir intelligemment des fonds. Une alchimie rendue féconde grâce à la maîtrise des outils de la coopération décentralisée par les élus et autres responsables locaux de part et d'autre. Un lien de confiance entre la société civile et les porteurs de projet que sont les collectivités locales a ainsi permis de passer de l'urgence au développement.

L'ouragan Mitch dans son sillage douloureux a malgré tout ouvert de nouvelles formes de vie et de travail. Il est venu fortifier le tissu social, la créativité des plus pauvres, des formes de vie plus écologiques, plus équitables, dignes !...

Marie-Pierre Rouger
Maire-adjointe à Fougères